

# Partie IV. Le financement et la coopération pour le développement à l'heure du COVID-19

# Point de vue : Une coopération internationale solide et réactive est indispensable à la reprise mondiale

Adama Coulibaly, ministre de l'Économie et des Finances, Côte d'Ivoire

La pandémie de COVID-19 n'est pas seulement une crise sanitaire, elle engendre des difficultés socioéconomiques considérables pour tous les pays, étant donné la récession économique mondiale que les prévisions annoncent pour 2020. Elle a réduit à néant certains des progrès réalisés en matière de lutte contre la pauvreté, puisqu'environ 100 millions de personnes vont basculer dans l'extrême pauvreté, et que le nombre des chômeurs devrait augmenter de plus de 400 millions, selon le Fonds monétaire international.

*La solidarité internationale est essentielle pour garantir qu'en plus des réponses apportées à l'échelon national, des solutions soient trouvées à l'échelle mondiale pour résorber les chocs sanitaire, économique et sécuritaire qui ont frappé certains pays.*

Face à ces défis, la solidarité internationale est essentielle pour garantir qu'en plus des réponses apportées à l'échelon national, des solutions soient trouvées à l'échelle mondiale pour résorber les chocs sanitaire, économique et sécuritaire qui ont frappé certains pays.

Dans ce contexte, nous saluons toutes les initiatives internationales qui ont été mises en place depuis le début de la pandémie pour venir en aide aux pays en développement. Cette solidarité a donné lieu, en particulier, à des contributions multiformes de l'ensemble des partenaires techniques et financiers, ce qui a permis d'assurer le financement des plans de riposte à la fois sanitaire et économique mis en place par les pays pour faire face au COVID-19. Dans ce contexte, la Côte d'Ivoire a bénéficié d'importants financements pour la mise en œuvre de son plan sanitaire, d'un montant de 95.88 milliards XOF (francs CFA d'Afrique de l'Ouest) (146 millions EUR), et de son plan de soutien économique évalué à 1 700 milliards XOF (2.6 milliards EUR), soit 5 % du produit intérieur brut. La mise en œuvre de ces deux plans a contribué à réduire l'impact sanitaire de la crise et à en atténuer les retombées socioéconomiques.

Nous saluons également favorablement l'Initiative de suspension du service de la dette (ISSD) des pays du G20, qui donne aux pays en développement une marge de manœuvre pour financer les urgences consécutives à la crise.

Face à la persistance de la crise du COVID-19, ces initiatives de solidarité devront être renforcées de façon à faciliter la reprise de l'économie mondiale.

De fait, les besoins de financement urgents de l'Afrique nés de la crise sanitaire sont estimés aux alentours de 100 milliards USD par an sur les trois prochaines années. Par ailleurs, environ 600 milliards USD par an sont également nécessaires pour le financement des Objectifs de développement durable.

En termes concrets, la solidarité à l'égard des pays en développement devrait se traduire par :

- L'extension de l'ISSD au-delà de 2020, pour couvrir toute l'année 2021. Tous les pays devraient y participer pour faire en sorte que l'initiative ait un impact significatif. La restructuration, voire l'annulation de la dette, pourrait être envisagée pour les pays les plus fragiles gravement touchés par la crise.
- La mise à disposition de ressources concessionnelles, combinée à l'octroi de droits de tirage spéciaux. Cela constituera une sorte d'alternative de guichet de financement face aux conditions sur les marchés internationaux.
- La mutualisation des efforts de lutte contre le blanchiment de capitaux. La crise du COVID-19 a entraîné d'importants mouvements de capitaux dans le monde, avec comme corollaire un accroissement des risques de blanchiment. Il importe donc de favoriser la coopération entre les pays grâce au partage des bonnes pratiques de façon à lutter efficacement contre toutes les tentatives de blanchiment de capitaux.
- L'accès équitable aux vaccins contre le COVID-19 dès qu'ils seront disponibles, à travers l'application de tarifs abordables pour les pays en développement.

En conclusion, nous attendons un renforcement de la solidarité internationale et une coopération internationale plus souple et plus réactive permettant de soutenir les efforts déployés afin de combattre le COVID-19 et de garantir en même temps la bonne mise en œuvre des réformes et des programmes destinés à favoriser la concrétisation des Objectifs de développement durable.